

Association Facultaire Étudiante de Sciences Humaines de l'UQAM (AFESH-UQAM)

405 rue Ste-Catherine Est, local J-M770

Montréal (Québec) H3C 3P8

Téléphone : 514-987-3000 poste 2633

Courriel : afesh.uqam@gmail.com

**Cahier de proposition de l'ag extraordinaire
du 12 novembre 2019**

0. Procédures d'ouverture

0.1 Ouverture

Proposé

Ouverture à 12h58

Appuyé

AU

0.2 Praesidium

Proposé

Que Coralie assure l'animation de la présente assemblée générale ;

Que Raphaël assure le secrétariat de la présente assemblée générale ;

Que Laurence assure la garde du senti.

Appuyé

AU

0.3 Ordre du jour

Proposé

Que l'on adopte l'ordre du jour suivant :

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

2.0 États financiers 18-19

2.1 Présentation du comptable

2.2 Adoption des états financier

3.0 Plan d'action et Grève

3.1 PEQ: Programme de l'expérience québécoise (possibilités de journées de grève)

3.2 Service à la vie étudiante: augmentation des cotisations au service à la vie étudiante

3.3 Justice climatique: (possibilités de journées de grève)

4.0 Élections

4.1 Exécutif : Secrétaire à l'information, aux études avancées, à l'interne, aux finances, aux affaires uqamiennes et aux affaires académiques

4.2 Instances

5.0 Varia

6.0 Fermeture

Appuyé

AU

2.0 États financiers 2018-2019

2.1 Présentation du comptable

Proposé

Que le comptable de l'AFESH présente les états financiers

Appuyé

AU

Proposé

Que soit mis en dépôt le point 2.1

Appuyé

AU

2.2 Adoption des états financiers

Proposé

Que soit mis en dépôt le point 2

Appuyé

AU

3.0 Plan d'action et grève

3.1 PEQ : Programme de l'expérience québécoise

Proposé

Que l'on passe au point suivant

Appuyé

RM

Proposé

Que soit tenue une plénière de 15 minutes sur la question

Appuyé

AM

Proposition contre la réforme du PEQ :

Considérant qu'il y a environ 45 000 étudiant.es provenant de l'international dans les universités québécoises, dont 3800 nouvellement accueilli.es chaque année à l'UQAM - et que ce nombre est en constante augmentation;

Considérant que l'AFESH défend une société sans frontières, solidaire et inclusive ;

Considérant que les systèmes canadiens et québécois d'immigration sont hautement restrictifs et discriminatoires, en particulier pour les personnes provenant de pays anciennement colonisés ou sous-tutelle, et que leur statut migratoire reste précaire;

Considérant que le gouvernement Legault, depuis son élection en 2018, a mis de l'avant la loi sur la déréglementation de l'industrie du taxi, le projet loi 9 sur l'immigration adopté sous bâillon, le projet de loi 21 sur la "soi-disant" laïcité de l'État et qu'il persiste aujourd'hui dans son attaque avec cette nouvelle mesure, ainsi que le fameux "test des valeurs", participant donc à la (re)production et à la normalisation des discriminations systémiques;

Considérant que la réforme du PEQ (travailleur.ses et étudiant.es) s'inscrit dans une dynamique conservatrice et réactionnaire renforçant un système à deux vitesses dans un climat toxique des discours haineux, anti-migratoires et xénophobes qui gangrènent actuellement la société québécoise ;

Considérant que l'escalade des moyens de pression est essentielle pour construire un rapport de force face au gouvernement;

Considérant les discours fallacieux d'arrimage au marché et ses impératifs qui visent à enrayer la recherche fondamentale, ainsi que la diffusion et l'avancement de la pensée critique qui, historiquement, a été le moteur des gains politiques et sociétaux sur lesquels reposent nos sociétés aujourd'hui;

Considérant le caractère arbitraire des listes de domaines prétendues arrimées au besoin du marché sans qu'aucune étude ou indicateur à cet effet ne le démontrent;

QUE l'AFESH s'oppose ouvertement et fermement aux politiques anti-migratoires xénophobes du gouvernement ainsi qu'à ses dérives identitaires;

QUE l'AFESH dénonce la décision du gouvernement de vouloir aller de l'avant avec une remouture de la réforme d'immigration ainsi que sa décision de maintenir l'ajout d'une liste de programmes d'éducation permettant l'accès au PEQ, qu'elle fasse pression sur la Faculté de sciences humaines ainsi que ses départements pour une prise de position contre l'ajout d'une telle liste;

QUE l'AFESH se positionne contre une vision utilitariste de l'immigration qui réduit la valeur de personnes souhaitant participer à notre société à leur simple force de travail;

QUE l'AFESH se positionne contre la vision réductrice de la mission de l'éducation et des études supérieures qui, pour notre gouvernement, n'a de valeur que si elle sert à

produire des travailleuses et travailleurs et non plus à faire avancer la connaissance, la recherche et plus globalement, la société;

QUE l'AFESH dénonce une énième attaque contre l'immigration et les minorités au sein de notre société ainsi que contre la recherche fondamentale, la pensée critique, ainsi que l'accessibilité aux études supérieures;

QUE l'AFESH encourage ses membres à prendre part aux actions et activités de réflexion contre les politiques anti-migratoires et xénophobes du gouvernement;

QUE l'AFESH encourage les autres associations étudiantes, syndicats et autres groupes à se doter d'un mandat identique;

QUE l'AFESH soutienne et diffuse les moyens de pression entrepris par les différents groupes de pression et invite ses membres à y prendre part, et qu'elle se solidarise avec leurs revendications;

QUE l'AFESH fasse les démarches nécessaires pour inviter toutes et tous à être solidaires, à refuser une division qui participe, encore une fois, aux hiérarchies fallacieuses au sein de nos sociétés et à refuser tout compromis, surtout sous forme de clauses orphelines;

QUE la mobilisation se fasse dans une logique de contestation large contre les politiques xénophobes, anti-migratoires et misogynes du gouvernement;

QUE l'AFESH invite et participe au comité de mobilisation contre la réforme de l'immigration;

QUE l'AFESH participe et invite les autres groupes et associations à participer à la manifestation ainsi qu'à une journée de mobilisation et d'action le 22 novembre;

QU'advenant qu'une autre association étudiante de l'UQÀM soit en grève, que l'AFESH soit en grève le 22 novembre prochain;

QU'advenant qu'une autre association étudiante de l'UQÀM soit en grève pour plus d'une journée, que l'AFESH convoque une assemblée générale de grève.

Proposé
Appuyé

Proposé

Que soit amendée la proposition de la manière suivante :

Retrait de « QU'advenant qu'une autre association étudiante de l'UQÀM soit en grève, que l'AFESH soit en grève le 22 novembre prochain;»;

Retrait de « QU’advenant qu’une autre association étudiante de l’UQÀM soit en grève pour plus d’une journée, que l’AFESH convoque une assemblée générale de grève. ».

Appuyé

RM

Proposé

Que soit amendée la proposition de la manière suivante :

Remplacement de « QU’advenant qu’une autre association étudiante de l’UQÀM soit en grève, que l’AFESH soit en grève le 22 novembre prochain; »

par : « QU’advenant qu’une autre association étudiante de l’UQÀM soit en grève, l’AFESH convoque une assemblée générale de grève; ».

Appuyé

RM

AM

3.2 Service à la vie étudiante: augmentation des cotisations au service à la vie étudiante

Proposition contre la hausse des cotisations du SVE

Considérant la logique d’accumulation et de course à la productivité néolibérale ambiante dans nos sociétés ;

Considérant que cette logique exerce des pressions d’autant plus fortes sur les institutions universitaires pour qu’elles embrassent une logique productiviste aveugle qui s’inscrit en opposition avec leurs missions d’éducation, de recherche et de diffusion du savoir ;

Considérant le ton alarmiste lors de la dernière allocution publique de la Rectrice sur la situation financière de l’UQAM, le recrutement, la nécessité de réformer nos modes de « gouvernances », le nécessaire allègement de nos procédures institutionnelles de décisions, ainsi que ladite « crise » uqàmienne ;

Considérant les nombreuses attaques à l’encontre de nos institutions démocratiques, paritaires et représentatives ces deux dernières années, notamment la création de tables de concertations sur lesquelles ont siégé des personnes non-désignées par leurs unités d’appartenance, donc non tenues par un devoir de reddition de compte ;

Considérant la démultiplication des rencontres informelles durant la même période qui, d’une part, contournent les instances décisionnelles et qui, d’autre part, manquent de la transparence qu’exigent les procédures de reddition de compte, notamment par l’absence de procès-verbaux permettant les suivis de dossiers ;

Considérant que l’urgence ne peut et ne doit en aucun cas être un cadre décisionnel ni le moteur de réformes tous azimuts ;

Considérant les multiples attaques à l'encontre de la démocratie étudiante au sein de notre institution, comme en dehors ;

Considérant les multiples mesures pour reporter la charge financière de façon détournée sur le portefeuille étudiant et qui constitue des augmentations masquées des frais de scolarité ;

Considérant les pressions faites en faveur de l'augmentation des cotisations étudiantes aux SVE conditionnelle au maintien du panier de service ;

Considérant l'inaccessibilité d'états financiers détaillées des SVE malgré les demandes répétées ;

Proposé

Que l'AFESH dénonce les attaques néolibérales systémiques contre l'éducation, la recherche et la pensée critique ;

Que l'AFESH dénonce le ton alarmiste de l'administration qui normalise des volontés de réformes antidémocratiques ;

Que l'AFESH dénonce la délégitimation par l'administration des principes démocratiques, de reddition de compte et de transparence qui font l'identité de l'UQAM sous couvert de nécessité de changements ;

Que l'AFESH rappelle que les modalités de fonctionnements, ainsi que les structures institutionnelles de l'UQAM ont été mises en place et pensées afin d'assurer à notre communauté et à notre institution un fonctionnement démocratique, représentatif, inclusif et transparent ;

Que l'AFESH réitère sa critique de la déresponsabilisation gouvernementale en matière de services à la vie étudiante, frais qui participent à une logique d'utilisateur-payeur pour ces services essentiels, par exemple le soutien psychologique, l'accueil des étudiant-es internationales-aux ou les services d'accessibilité;

Que l'AFESH dénonce une énième précarisation de la population étudiante et se refuse à la surfacturation cachée de la population étudiante ;

Appuyé

Proposé

Que soit amendée la proposition de la manière suivante :

Ajout de « Que l'AFESH-UQAM fasse une demande d'accès à l'information quant aux états financiers des SVE ».

Appuyé

AU

Proposé

Que l'AFESH dénonce les attaques néolibérales systémiques contre l'éducation, la recherche et la pensée critique ;

Que l'AFESH dénonce le ton alarmiste de l'administration qui normalise des volontés de réformes antidémocratiques ;

Que l'AFESH dénonce la délégitimation par l'administration des principes démocratiques, de reddition de compte et de transparence qui font l'identité de l'UQAM sous couvert de nécessité de changements ;

Que l'AFESH rappelle que les modalités de fonctionnements, ainsi que les structures institutionnelles de l'UQAM ont été mises en place et pensées afin d'assurer à notre communauté et à notre institution un fonctionnement démocratique, représentatif, inclusif et transparent ;

Que l'AFESH réitère sa critique de la déresponsabilisation gouvernementale en matière de services à la vie étudiante, frais qui participent à une logique d'utilisateur-payeur pour ces services essentiels, par exemple le soutien psychologique, l'accueil des étudiant-es internationales-aux ou les services d'accessibilité;

Que l'AFESH dénonce une énième précarisation de la population étudiante et se refuse à la surfacturation cachée de la population étudiante ;

Que l'AFESH-UQAM fasse une demande d'accès à l'information quant aux états financiers des SVE.

AU

Proposé

Que soient levés les cours.

Appuyé

Proposé que la proposition soit amendée de la manière suivante :

Que l'assemblée soit levée jusqu'au retour des levées de cours

Appuyé

AU

Que soient levés les cours;

Que l'assemblée soit levée jusqu'au retour des levées de cours

RM

3.3 Justice climatique

Proposition sur GNL Québec

Considérant que le projet GNL comporte un pipeline de 782 kilomètres de long de l'Abitibi au Saguenay, une usine de liquéfaction du gaz naturel à l'embouchure de Saguenay et des méthaniers de 300 mètres de long pour transporter le gaz à l'international;

Considérant que les deux entreprises américaines qui portent le projet ne suivent pas les recommandations de la Société des opérateurs internationaux de pétroliers et de terminaux de gaz (SIGTTO);

Considérant qu'entre 2000 et 2012, près de 400 incidents impliquants des pipelines ont été dénombrés au Canada;

Considérant que le Gaz Naturel Liquéfié (GNL) est classé par l'ONU au répertoire des matières dangereuses et assujetti comme tel aux lois de Transport Canada;

Considérant que le projet GNL générerait 46 millions de tonnes de CO2 par an, ce qui correspond aux émissions de GES de 10 millions de voitures et qu'il doublerait le trafic maritime dans le Fjord du Saguenay;

Considérant que le projet GNL aurait des impacts internationaux sur l'augmentation des émissions de gaz à effets de serre;

--

Proposé

QUE l'AFESH se positionne contre l'entreprise écran GNL Québec, son entreprise Gazoduc et son projet Énergie Saguenay;

QUE l'AFESH se positionne contre tout nouveau projet d'extraction gazier ou pétrolier qui prendraient place au Québec et demande donc un moratoire sur ceux-ci.

Appuyé

Proposé que la proposition soit amendée de manière suivante

Remplacement de « tout nouveau projet d'extraction gazier ou pétrolier »

par « tout projet d'extraction et d'exploration gazier ou pétrolier »

Appuyé

AM

QUE l'AFESH se positionne contre l'entreprise écran GNL Québec, son entreprise Gazoduc et son projet Énergie Saguenay;

QUE l'AFESH se positionne contre tout projet d'extraction et d'exploration gazier ou pétrolier qui prendraient place au Québec et demande donc un moratoire sur ceux-ci.

AU

Considérant [plusieurs choses]

Proposé

Que l'AFESH appelle à la tenue d'un rassemblement national étudiant au cours de la session d'hiver 2020;

Que ce rassemblement serve d'espace de dialogue et de réflexion entre les différentes associations étudiantes en vue de poser les bases d'un front commun étudiant en vue d'une campagne de grève pour la justice climatique;

Que l'AFESH diffuse cet appel à un RNÉ auprès de l'ensemble des associations étudiantes du Québec, et invitent celles-ci à se doter d'un mandat similaire;

Que l'AFESH, advenant l'Adoption d'un mandat similaire par au moins quatre autres associations étudiantes veille à la formation d'un comité d'organisation de ce RNÉ, conjointement avec celles-ci, ainsi que toute association étudiante adoptant par la suite un tel mandat.

Appuyé

AU

Proposé

QUE l'AFESH exprime sa solidarité à l'égard de l'initiative lancée par les professeur.e.s du département de sociologie visant à désinvestir les fonds du RRUQ du secteur des énergies fossiles et à doter l'UQÀM d'une mission sociale en phase avec l'urgence climatique.

Appuyé

AU

4.0 Élections

4.1 Élection à l'exécutif de l'AFESH :

Secrétaire à l'information

Secrétaires aux études avancées

Secrétaire à l'interne

Secrétaire aux finances

Secrétaire aux affaires uqamiennes

Secrétaire aux affaires académiques

Secrétaire aux affaires féministes

4.2 Élection aux instances

5.0 Varia

6.0 Fermeture

Proposé que soit levée la fermeture de l'AG

Appuyé

AM